

# LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 12 NOVEMBRE 2015

## SOMMAIRE

- 1) Moins de philo plus de boulot ?!
- 2) Elle a raison
- 3) Une poignée de main rapido !
- 4) 8 000 amputations à cause...
- 5) Le trio !
- 6) « Au mérite » pour eux aussi
- 7) Privation à juste raison
- 8) Régionales : il y a du monde...

Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Onfray, Zemmour : la revanche de la plèbe intellectuelle



Un débat Michel Onfray-Eric Zemmour, animé par Franz-Olivier Giesbert, à Nice, le 5 juin 2015. (©BEBERT BRUNO/SIPA)

Plutôt que d'implorer la présence d'un pilote intellectuel de gauche dans l'avion, il serait préférable de s'interroger sur la sociologie des parties prenantes au débat idéologique et politique dans lequel est plongée la France aujourd'hui.

En France, la vie des idées a toujours été dominée par des philosophes normaliens, et l'appel désespéré à cette catégorie d'intellectuels afin qu'ils reprennent leur juste place dans l'espace public n'est au fond que le symptôme de la déréliction intellectuelle ressentie par les médias de gauche.

Si les journalistes et les éditorialistes ne cessent de déplorer l'absence de voix autorisées capables de ramener l'ordre dans la confusion actuelle des idées, c'est précisément parce que ces mêmes voix autorisées étaient celles des intellectuels universels ou spécifiques d'autrefois – Sartre, Foucault, Deleuze, Bourdieu, Derrida, entre autres –, tous issus du sérail, c'est-à-dire tous normaliens et/ou agrégés de philosophie, quand bien même, comme Sartre, ils avaient superbement affirmé leur distinction en refusant d'entrer à l'université.

La situation actuelle de déréliction n'est pas absolument inédite: les années 1980 ont connu les «nouveaux philosophes», qui tiraient déjà la théorie et l'analyse politique du côté de la «pop philosophie», ou plutôt de la philosophie populaire. Mais Bernard-Henri Lévy et André Glucksmann étaient eux aussi normaliens et agrégés de philosophie et ils entretenaient tous deux des liens étroits avec ceux qui, tel Foucault, occupaient le sommet de la pyramide intellectuelle.

Or ces grandes voix ont disparu, et leurs successeurs, les Badiou, Rancière, soit ne souhaitent pas intervenir, soit ne le peuvent pas, évincés qu'ils ont été du champ de la discussion publique par des intervenants qui n'ont pas la légitimité de l'«Homo academicus», qu'il s'agisse de journalistes comme Eric Zemmour ou de philosophes provinciaux comme Michel Onfray.

Même ceux qui volent ou avaient l'intention de voler au secours d'Onfray ne font pas partie de la fraction dominante de l'élite intellectuelle qui a toujours été occupée par des normaliens philosophes ou assimilés. Régis Debray, outre

qu'il a viré à droite, fait certes partie de cette catégorie, mais il est peu estimé par les universitaires, et Alain Finkielkraut, de même que l'économiste Jacques Sapir, sont désormais trop marqués à l'extrême droite pour trouver grâce aux yeux de la gauche médiatique.

Il existe donc une véritable compétition au sein de la hiérarchie de la reconnaissance dans la vie intellectuelle française, qu'il est désormais impossible de séparer de l'univers médiatique.

### L'âge de la "pensée-divertissement"

Ce n'est pas tant ou pas seulement parce que certains intellectuels sont passés à droite ou à l'extrême droite, mais parce que le débat d'idées a été transféré de la presse écrite à la télévision, revêtant désormais l'allure, sinon d'un «infotainment», du moins de ce qu'on pourrait nommer une «pensée-divertissement». Une tribune dans un journal de gauche a désormais beaucoup moins d'impact que la participation à «Ce soir (ou jamais !)», «On n'est pas couché» ou au «Grand Journal» de Canal+.

Or les grands intellectuels de gauche légitimes répugnent à participer à de telles émissions parce qu'elles sont formatées par les journalistes et les présentateurs, laissant le champ libre à des philosophes populaires dont le représentant emblématique est justement Michel Onfray. Au-delà de la critique des idées de ce dernier et de son positionnement politique, ce qui lui est reproché implicitement par les médias de gauche – qui l'ont d'ailleurs souvent autrefois encensé –, c'est de ne pas avoir la légitimité de l'homme du sérail.

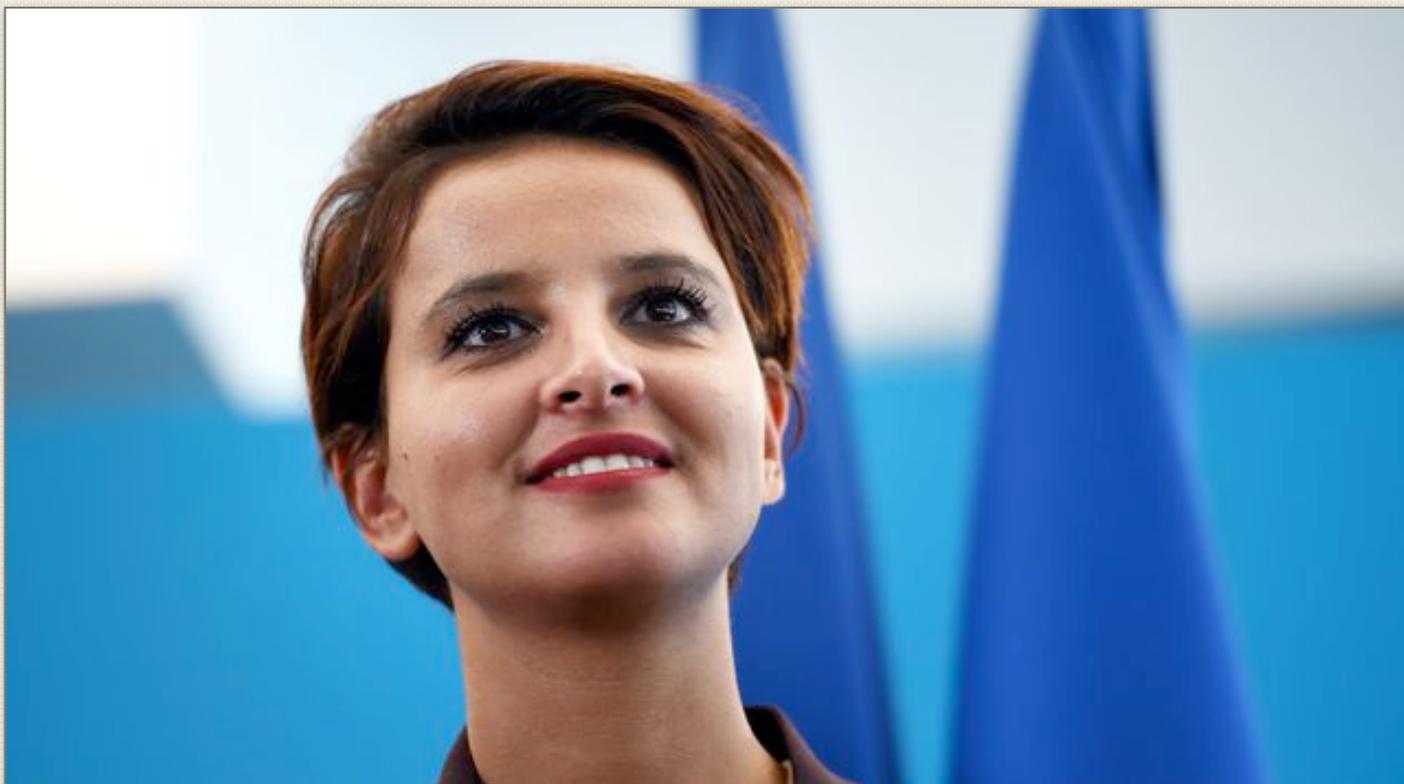
A travers le philosophe de Caen, la plèbe intellectuelle a donc pris sa revanche sur la Rue-d'Ulm, tout comme dans le domaine politique, les coronas du Nord, s'ils élisent Marine Le Pen aux prochaines élections régionales, auront pris leur revanche sur les élites parisiennes. Il ne s'agit pas, certes, de légitimer les idées d'Onfray, et encore moins celles de Marine Le Pen, mais, comme le disait Marx, de situer le débat dans le concret du social plutôt que dans le «ciel des idées».

Jean-Loup Amselle

Ethnologue, auteur des «Nouveaux Rouges-bruns.

Le racisme qui vient» (Lignes).

## II) Najat Vallaud-Belkacem répond à la tribune "sexiste" de Jean-Paul Brighelli



La ministre de l'Education nationale française Najat Vallaud-Belkacem assure sur France info ce mardi ne pas être intéressée par Jean-Paul Brighelli, après sa tribune controversée dans "le Point". [afp.com/ANNE-CHRISTINE\\_POUJOLAT](https://www.afp.com/ANNE-CHRISTINE_POUJOLAT)

La ministre de l'Education Najat Vallaud-Belkacem a déclaré ce mardi sur France Info ne pas vouloir "s'encombrer l'esprit avec ce monsieur qui ne le mérite pas", évoquant la tribune jugée sexiste de Jean-Paul Brighelli dans le Point.

"Je ne vais pas m'encombrer l'esprit avec ce monsieur qui ne le mérite pas", c'est avec cette phrase que Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Education, a balayé ce mardi sur France Info, la tribune de Jean-Paul Brighelli publiée dans le Point du 6 novembre. Ses propos avaient suscité une vive polémique sur les réseaux sociaux. En cause: un discours jugé sexiste attaquant la tenue et le comportement de la ministre.

Ce délégué national à l'instruction publique de Debout la France, le mouvement de Nicolas Dupont-Aignan écrit: "C'est dans Annie Hall que Woody Allen développe le concept californien de LVS - la ligne visible du slip. Mercredi, Najat Vallaud-Belkacem l'a réactualisé en LVS 2 - ligne visible du soutif. Une stratégie de communication vieille comme le monde - le rouge à lèvres et les pendentifs aux oreilles arborés par Mme Vallaud-Belkacem avaient ce mardi lors des questions au gouvernement à l'Assemblée, la même fonction 'écran de fumée' -, mais inédite devant la représentation nationale".

### "Sa finesse légendaire"

Brièvement interrogée sur France Info ce mardi, l'ancienne ministre des Droits des femmes et actuelle ministre de l'Education tient à préciser: "D'abord, je voudrais remercier tous ceux qui se sont exprimés en soutien pour dénoncer ces propos. Ensuite, je vous invite à ne pas vous encombrer l'esprit avec ce monsieur qui ne le mérite pas. Moi, je ne m'encombre pas l'esprit avec quelqu'un qui, comme lui, se croit autorisé à donner des leçons sur l'école et commence par la qualifier de 'fabrique du crétin', c'est vous dire la finesse légendaire du personnage [Jean-Paul Brighelli]". Najat Vallaud-Belkacem n'a pas souhaité s'étendre sur le sujet, affirmant: " Il ne m'intéresse pas et je vais beaucoup mieux depuis que je l'ai fait disparaître de mon champs de vision".

LAPRESSEENREVUE.EU

De son côté, Nicolas Dupont-Aignan président du parti Debout pour la France, estime dans Metro qu'il n'y avait vu aucune "remarque désobligeante", flattant "le sérieux" d'une chronique "bien écrite où figurent beaucoup d'informations, notamment sur l'enseignement du latin", avant de concéder: "Je me suis quand même demandé ce qu'il aurait écrit s'il s'était agi d'un homme. Je n'aurais pas dit les choses de la même façon."

### Sexisme en politique

Ce n'est pas la première fois qu'une ministre ou une députée est attaquée sur son physique ou sur ses tenues. Le 18 juillet 2012, Cécile Duflot s'exprime devant l'assemblée nationale. Sa robe provoque alors des sifflements et quolibets de certains membres de l'Assemblée nationale. Cette tenue fleurie est jugée "incorrecte" et inattendue par certains députés, qui se défendent de tout "machisme". Le lendemain, c'est au tour de Fleur Pellerin d'être visée. Le député UMP Marc Le Fur déclare le 19 juillet à son encontre: "Si elle n'est pas là simplement pour les apparences et pour servir de pot de fleur, elle doit figurer à nos débats et venir nous rejoindre."

L'année suivante, en 2013, la députée Véronique Massonneau s'indigne du comportement du député UMP du Morbihan Philippe Le Ray, qui imite la poule pendant qu'elle parle pour la déstabiliser.

*Imitation de poule: le dérapage d'un député UMP à l'Assemblée*

<http://dai.ly/xlxpas9>

Aujourd'hui, les femmes politiques n'hésitent plus à dénoncer le machisme des partis politiques à droite comme à gauche comme Valérie Pécresse le 11 septembre 2015 sur i-télé dans un entretien avec Bruce Toussaint. A la question "Est-ce que le parti républicain n'est pas macho ?", la réponse est sans appel: "Mais bien sûr, rétorque la tête de liste Les républicains en Île-de-France, comme tous les partis politiques en France."

L'EXPRESS

## III) La poignée de main entre Hollande et Sarkozy lors des cérémonies du 11 Novembre

<http://www.wat.tv/video/11-novembre-poignee-main-entre-7ofsn-2exyh.html>

François Hollande a présidé mercredi sur les Champs Elysées à Paris les traditionnelles cérémonies de commémorations de l'armistice du 11 novembre 1918, en présence de son prédécesseur Nicolas Sarkozy.

A l'ombre de l'immense drapeau bleu blanc rouge flottant sous l'arc de Triomphe, le président Hollande, a déposé une gerbe sur la tombe du soldat inconnu, avant d'en raviver la flamme.

Debout et dans un silence recueilli, il a écouté les noms de quatre militaires français, tués en opération extérieure ces douze derniers mois, puis la sonnerie aux morts et la Marseillaise, entonnée par le chœur de l'armée française.

Le chef de l'Etat a salué de nombreux anciens combattants présents, médailles sur la poitrine et drapeaux en mains, puis les familles et proches des quatre soldats tués, embrassant leur mère ou épouse.

Il s'est ensuite rendu à la tribune officielle, où, parmi un parterre de nombreux invités, il a serré directement et brièvement la main de son prédécesseur Nicolas Sarkozy (à voir dans la vidéo en tête d'article), qui pour la première fois avait accepté cette année l'invitation protocolaire à la cérémonie. La quasi-totalité des membres du gouvernement étaient présents.



Un président détendu et souriant

Détendu et souriant, François Hollande s'est

ensuite offert un bain de foule avec des membres du public autour de la place de l'Etoile, serrant de nombreuses mains, avec parfois un rapide petit mot pour son interlocuteur ou se faisant prendre en photo avec des écoliers. Pas d'applaudissement nourri ni de sifflet, les cérémonies se sont déroulées très sobrement.

Elles avaient débuté en milieu de matinée un peu plus bas sur les Champs-Élysées par le premier et traditionnel dépôt de gerbe au pied de la statue de Georges Clémenceau, l'un des principaux artisans de la victoire contre l'Allemagne.

François Hollande a remonté les Champs-Élysées en voiture, escorté de motards de la Garde républicaine, sous un soleil et une douceur presque printanière.

Accompagné notamment du Premier ministre Manuel Valls et du ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, il a ensuite passé en revue, à pied, des détachements de plusieurs unités de l'armée française.

En début de matinée, la ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, et le secrétaire d'État chargé des Anciens combattants, Jean-Marc Todeschini, avaient par ailleurs commémoré la manifestation des étudiants du 11 novembre 1940, un rassemblement spontané sur les Champs-Élysées qui constitua l'un des premiers actes de Résistance en France contre l'occupant allemand.

<http://www.francetvinfo.fr/sciences/histoire/commemoration-du-11-novembre-francois-hollande-rend-hommage-aux-soldats-morts-pour-la->

[huffingtonpost.fr](http://huffingtonpost.fr)

**LAPRESSEENREVUE.EU**

## **IV) Diabète : 8 000 Français ont subi une amputation liée à la maladie**

**À l'occasion de la Journée mondiale du diabète est publiée une analyse détaillée du poids de ses complications sévères en France. Terrifiant.**

Par Anne Jeanblanc - Le Point.fr



Ce sont des chiffres qui font froid dans le dos. En France, 3 millions de personnes prenaient un traitement médicamenteux contre le diabète en 2013 (soit 4,7 % de la population). Mais ce qui est le plus terrifiant, ce sont les risques accrus de complications graves auxquels sont exposés ces malades.

En effet, plus de 20 000 d'entre eux ont été hospitalisés pour une plaie du pied, dont près de 8 000 pour amputation d'un membre inférieur (soit un risque 7 fois supérieur à celui de la population non diabétique). De plus, 17 000 diabétiques ont subi un accident vasculaire cérébral imposant une hospitalisation (risque 1,6 fois supérieur). Près de 12 000 diabétiques ont été hospitalisés pour un infarctus du myocarde (2,2 fois plus que la moyenne). Enfin, 4 256 diabétiques ont dû être dialysés en raison d'une insuffisance rénale chronique terminale (risque multiplié par 9). C'est le terrible constat que le Pr Jacques Bringer (faculté de médecine et CHU de Montpellier) détaille dans l'éditorial du Bulletin épidémiologique hebdomadaire consacré mardi 10 novembre au diabète (avant la Journée mondiale, qui aura lieu le 14 novembre).

### **Réduire l'injustice**

« Ces complications, survenant dans une population de personnes traitées, soulignent la gravité du diabète et le chemin qui reste à parcourir pour réduire l'injustice des conséquences de cette maladie, alourdie par

certaines inégalités sociales et territoriales, même si le suivi des examens recommandés dans la surveillance du diabète progresse de façon significative », note le spécialiste.

Des progrès, il y en a : ainsi, plus de la moitié des patients réalise désormais trois dosages annuels de l'hémoglobine glyquée ou HbA1c – pour suivre l'équilibre de la glycémie sur 2 à 3 mois – contre 12 % en 2007. La créatinine (pour évaluer la fonction rénale) était dosée chez 84 % des patients en 2013. La mesure de la microalbuminurie (corrélée au risque de problème cardiovasculaire) et le dosage des lipides connaissent eux aussi une certaine progression. Seuls le suivi cardiologique et les consultations ophtalmologiques n'ont pas progressé depuis 2007.

Mais l'étude menée par Sandrine Fosse-Edorh (de l'Institut national de veille sanitaire) et ses collègues montre d'importantes disparités régionales. Le Limousin enregistre des taux de dosage de la microalbuminurie, de suivi cardiologique et ophtalmologique plus faibles que le taux observé au niveau national. À l'inverse, à La Réunion, le suivi est plus élevé pour la majorité des indicateurs. Concernant les complications liées au diabète, elles sont bien plus fréquentes dans les Dom qu'ailleurs. Et en métropole, le taux d'insuffisance rénale chronique terminale est le plus important dans le Nord-Pas-de-Calais et en Alsace et le plus faible en Bourgogne.

### Prévention multifactorielle

Tous les spécialistes le répètent à leurs patients : la réduction des complications du diabète passe par la prise en charge des facteurs de risques associés que sont le surpoids, l'hypertension artérielle, l'excès de graisses dans le sang, le tabagisme et la sédentarité. « L'optimisation du contrôle glycémique s'intègre à ces mesures de prévention multifactorielle : son efficacité n'est plus à démontrer sur la prévention des complications spécifiques du diabète », insiste le Pr Bringer. En d'autres termes, la qualité – et la quantité – de vie des diabétiques est directement liée à leur bonne gestion de cette maladie.



## V) Elections régionales : la gauche éclatée, la droite rassemblée, le FN gonflé !

Par Jean-Christophe Chanut



Malgré son referendum appelant à l'unité des forces de gauche, le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, sera réduit à constater le grand éclatement de la gauche pour le scrutin régional. (Crédits : © Regis Duvignau / Reuters)



Jean-Christophe Chanut @jcchanut

**Le dépôt des listes pour les élections régionales est clos depuis le 9 novembre. Face à un FN gonflé à bloc, la droite et le centre partent partout unis alors que la gauche se présente dans un ordre plus ou moins dispersé selon les régions.**

Depuis lundi 9 novembre à midi, les dépôts des listes de candidats aux élections régionales des 6 et 13 décembre est clos. Au total, ce sont 1.914 candidats qui se présenteront au scrutin. En moyenne, ce sont environ 10 listes qui se seront présentes dans chacune des collectivités dont le « parlement » va être renouvelé. Il y en aura même 12 en lice pour l'assemblée territoriale de Corse.

Quand on prend connaissance des listes déposées, l'éclatement du paysage à gauche est le fait le plus frappant. Et c'est même l'une des clés du scrutin. Alors qu'une certaine unité règne à droite.

### La droite quasiment unie partout

En effet, l'alliance du parti « Les Républicains » (LR) et des centristes, notamment UDI, est présente dans toutes les régions métropolitaines. Elle est soit limitée à des listes LR-UDI, soit,

parfois, complétée par des candidats du MoDem ou encore de Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT), comme en Normandie ou en Pays de la Loire.

Une exception: en Bourgogne-Franche-Comté, le MoDem part séparément contre la liste LR-UDI. A noter que l'UDI de Jean-Christophe Lagarde a obtenu la tête de liste en Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val-de-Loire et Normandie.

En revanche, il n'y a pas eu d'alliance entre les listes eurosceptiques de droite, «Debout la France» de Nicolas Dupont-Aignan et l'Union populaire républicaine (UPR), dirigée par François Asselineau. Or, cela pourrait poser un sérieux problème localement au moment du deuxième tour. C'est notamment le cas en Ile-de-France où, selon les sondages, la liste emmenée par Nicolas Dupont-Aignan est créditée de 6 à 8% au premier tour. Valérie Pécresse, tête de liste LR dans la région, devra éventuellement se montrer très conciliante avec lui au soir du premier tour...

### **A gauche, des alliances à géométrie variable**

Mais la division règne surtout à gauche. C'est même un quasi éclatement général. Seul point stable, le PS est parvenu partout à faire liste commune avec les radicaux du PRG. Parfois, le PS a aussi réussi à rallier les écologistes dissidents d'EE-LV, proches de Jean-Vincent Placé et François de Rugy. Mais, c'est tout. Pour le reste, on assiste à des alliances locales à géométrie variable où il n'est pas toujours facile de s'y retrouver.

De fait, les autres formations de gauche, le Parti de gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon, le PCF - les deux parfois réunis sous l'appellation « Front de Gauche » -, LO ou les écologistes d'EE-LV, partent donc séparément ou regroupées en fonction d'accords locaux. EE-LV, PCF et PG font ainsi liste commune par exemple en Provence-Alpes Côte d'Azur.

En revanche, en Ile-de-France, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF est parti seul, les écologistes d'EE-LV emmenés par Emmanuelle Cosse ayant leur propre liste. En Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, c'est encore un autre cas de figure, la liste emmenée par Carole Delga (PS) arrive à rassembler des candidats PS-PRG-chevènementistes du MRC- ainsi que des « écolos » de la formation Génération Ecologie (GE).

A l'inverse, les mêmes chevènementistes du MRC font liste commune avec le PCF ou le Front de gauche en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, Auvergne-Rhône-Alpes et Pays de Loire... A s'arracher les cheveux ! D'autant plus que, potentiellement, le « bloc de gauche », toutes composantes réunies, représente, selon les sondages, un total de voix supérieur à celui de la droite et du centre.

### **Le FN en progression partout**

Quant au Front national, il est cette année présent partout sous ses couleurs. Il n'est concurrencé sur sa droite que par deux listes conduites par d'anciens frontistes : la Ligue du Sud en Provence-Alpes-Côte d'Azur emmenée par Jacques Bompard et Force France Sud en Languedoc-Roussillon -Midi-Pyrénées avec Jean-Claude Martinez.

La montée en puissance régulière du Front National partout sur le territoire risque d'entraîner un nombre important de triangulaires. Reste à savoir quelle sera l'attitude du PS au soir du premier tour dans les régions où le FN a une forte chance - notamment en Nord-Pas-de-Calais-Picardie - de l'emporter. Maintien ou désistement ? Cette dernière option signifiant que les socialistes n'auraient alors aucun élu dans telle ou telle assemblée régionale.

latribune.fr

**LAPRESSEENREVUE.EU**

## VI) Fonctionnaires. Et si les ministres étaient aussi rémunérés "au mérite" ironise FO Mardi, 10 Novembre, 2015

Humanite.fr



"Toute politique économique libérale s'accompagne généralement d'un autoritarisme social" Photo : Anne-Christine Poujoulat/AFP

### **C'est la réponse de Jean-Claude Mailly suite à la nouvelle attaque anti-fonction publique du ministre de l'économie. Pour le PCF, la casse sociale vire à l'obsession chez Macron.**

Emmanuel Macron s'est prononcé ce mardi matin sur Europe 1 en faveur de la rémunération des fonctionnaires au mérite. "Il faut accroître la part de mérite, la part d'évaluation dans la rémunération de la fonction publique. C'est une façon de la moderniser. Je ne suis pas contre les fonctionnaires. Mais il me semble important de réfléchir à la modernisation du cadre. [...] Regardez la réalité des choses : il y a beaucoup de fonctions qu'on donne à des fonctionnaires qui pourraient l'être par des gens qui ne le sont pas. Et on garantit parfois des emplois à vie parfois de manière indue, sans même passer par des concours. Et ça, ça n'est pas juste", a-t-il déclaré.

"On ne gère pas le personnel dans la fonction publique, compte tenu de l'existence du statut de neutralité, comme on gère le personnel dans une entreprise privée avec les mêmes critères", a répondu Jean-Claude Mailly. "Faut-il rémunérer

les ministres en fonction de leur mérite?" a ironisé le secrétaire national de Force Ouvrière.

"On ne gère pas le personnel dans la fonction publique, compte tenu de l'existence du statut de neutralité, comme on gère le personnel dans une entreprise privée avec les mêmes critères" a expliqué Jean-Claude Mailly "Intégrer des critères de gestion privée dans la fonction publique, chargée de l'intérêt général, me paraît dangereux". Selon lui, quand le ministre de l'Economie "fait ce type de proposition, il a l'autorisation de le faire. C'est un peu plus haut que ça se passe".

"Quel mépris à l'encontre de ceux qui servent l'État au quotidien pour des rémunérations de plus en plus dérisoires" a réagi le PCF dans un communiqué. "Chez ce ministre, la casse du droit du travail tourne à l'obsession. Après les salariés du privé qu'il veut obliger à travailler le dimanche, c'est sur les fonctionnaires qu'il a décidé de s'acharner. En fait de modernité, le libéral Macron a les yeux tournés vers le passé : celui de l'ancien Régime. Rien d'étonnant de la part d'un ministre qui regrettait « l'absence de la figure du roi » dans la vie politique française."

## VII) Un décret de Pellerin prive Valeurs actuelles et Minute d'aides à la presse

Louis Hausalter

**Ca y est : le ministère de la Culture a publié ce week-end un décret élargissant les aides publiques, sauf pour les titres condamnés pour racisme, antisémitisme ou incitation à la haine**



A. Gelebart / 20 MINUTES/SIPA

Fleur Pellerin l'avait annoncé la semaine dernière, c'est désormais officiel. L'Etat va verser des aides publiques à plus de journaux, mais **comme l'avait repéré Marianne**, Valeurs actuelles, Minute ou encore Rivarol en seront privés. Le ministère de la Culture a publié ce week-end un décret qui étend les aides au pluralisme aux périodiques, alors qu'elles étaient réservées auparavant aux quotidiens à faibles ressources publicitaires. Or, selon ce texte, **pour bénéficier de ces fonds, un titre ne doit pas avoir été condamné pour racisme, antisémitisme, incitation à la haine raciale ou à la violence lors des cinq dernières années.**

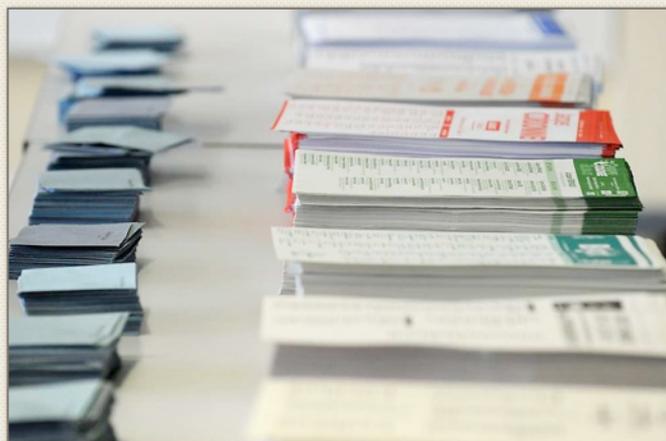
Une disposition qui exclut de fait l'hebdomadaire **Valeurs actuelles**, condamné en mars dernier à 3.000 euros d'amende pour « provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence » après une couverture polémique sur les Roms. « C'est la première fois dans l'histoire de la Ve République qu'un gouvernement s'attaque à la presse de manière aussi frontale », avait réagi le patron de Valeurs actuelles, Yves de Kerdel, **interrogé par Marianne**. Deux titres d'extrême droite, **Minute et Rivarol**, condamnés par la justice à plusieurs reprises ces dernières années, ne bénéficieront pas non plus de l'argent public.

Ce décret Pellerin permettra en revanche à des périodiques comme Pèlerin Magazine (!), Le Monde diplomatique ou Society de toucher des aides auxquelles ils n'avaient pas droit jusqu'à alors. Coût de la mesure : 4 millions d'euros en 2015, selon le ministère de la Culture.

**A noter que Charlie Hebdo ne touchera pas ces nouvelles aides.** Pourtant, lorsque Fleur Pellerin avait annoncé sa réforme en janvier 2015, **elle l'avait justifiée** par « des difficultés pour aider un certain nombre de titres de presse, comme Charlie Hebdo, qui disposent de peu de ressources publicitaires ». Mais le décret publié ce week-end prévoit qu'un titre ne peut bénéficier des nouvelles aides si sa diffusion dépasse 300.000 exemplaires. Or, depuis l'attentat qui a décimé sa rédaction en janvier, le journal satirique a vu son tirage exploser. **Il comptait cet été 220.000 abonnés**, auxquels s'ajoutent des ventes élevées en kiosques. Largement suffisant pour subvenir à ses besoins sans coup de pouce de l'Etat.



## VIII) Régionales : environ 10 listes par région



Les candidats aux 1.757 postes de conseillers régionaux et 153 conseillers territoriaux à pourvoir sont répartis cette année en moyenne en une dizaine de listes par région. - AFP

**Le ministère de l'Intérieur a rendu publiques les listes pour les élections régionales.**

Les dépôts de listes de candidats pour les élections régionales des 6 et 13 décembre ont été fermés ce lundi midi dans l'ensemble des 13 nouvelles grandes régions métropolitaines. Ces listes sont régionales, mais composées de sections départementales, c'est-à-dire d'autant de listes que les nouvelles régions comptent de départements (six pour Paca, quatre en Bretagne...). Les électeurs voteront également dans quatre régions et collectivités d'outre-mer.

Le ministère de l'Intérieur a ensuite validé l'ensemble de ces listes, qui ont été rendues publiques mardi.

### Qui sont les candidats ?

*Découvrez la liste complète des candidats aux élections régionales en cliquant ici .*

<http://elections.interieur.gouv.fr/regionales-2015/>

Les listes doivent comporter autant de candidats qu'il y a de sièges à pourvoir, en fonction de la population de chaque département. A ce nombre sont ajoutés deux candidats par section départementale, pour parer à toute éventualité. Elles doivent respecter les règles de la parité.

Les candidats aux 1.757 postes de conseillers régionaux et 153 conseillers territoriaux à pourvoir sont répartis cette année en moyenne en une dizaine de listes par région.

Les divisions à gauche ont contribué à gonfler le nombre de candidats. Le Parti socialiste n'est globalement parvenu à faire alliance au premier tour qu'avec le Parti radical de gauche (PRG). Les autres formations de gauche - Le Parti de gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon, le PCF, LO, où les écologistes d'EELV -, partent donc séparément ou regroupés en fonction d'accords locaux - EELV-FG en Paca, PCF-PG-Ensemble en Ile-de-France, ou encore PS-PRG-MRC-GE en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, où la liste de Carole Delga (PS) rallie des chevènementistes et certains écologistes.

A droite, l'alliance des Républicains (LR) et des centristes est présente dans toutes les régions métropolitaines. Soit limitée à des listes LR-UDI, soit avec leurs alliés du Modem ou encore de Chasse Pêche Nature Traditions (CPNT), comme en Normandie ou en Pays de la Loire. Une exception en Bourgogne Franche-Comté, où le

Modem part séparément. Les listes Debout la France de Nicolas Dupont-Aignan sont également présentes dans une majorité de régions.

Le FN présent partout

Le Front national est quant à lui présent partout sous ses couleurs. Il n'est concurrencé sur sa droite que par deux listes conduites par d'anciens frontistes (Ligue du Sud et Force France Sud) en Paca et Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées. Dans cette région, le bouclage de la liste Les Républicains-UDI a connu des rebondissements de dernière minute, après la décision de Dominique Reynié de modifier sa liste dans l'Hérault, pourtant validée par les deux partis.

LesEchos.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**